

Gaz de schiste

M. le président. La parole est à Mme Dominique Orliac.

Mme Dominique Orliac. Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, le Gouvernement auquel vous appartenez est sur le point de se déjuger en donnant son feu vert à des propositions de loi présentées par des parlementaires de la majorité alors que les députés du groupe SRC, dans une proposition de loi déposée il y a plusieurs semaines, demandaient déjà l'interdiction de la prospection et de l'exploitation des huiles et gaz de schiste dans notre pays.

Mais personne n'est dupe. Ce revirement, ce désaveu que vous vous apprêtez à infliger à l'ancien numéro deux du Gouvernement et ministre d'État, auteur de cette mesure scandaleuse, sont d'abord le résultat d'une forte mobilisation citoyenne sur les territoires concernés.

Il aura fallu attendre la puissante opposition des élus, des associations mais aussi des pêcheurs, des chasseurs, pour que vous admettiez que ces autorisations étaient dangereuses pour l'environnement et la santé.

Les ravages causés par la fracturation hydraulique sont dramatiques pour les sous-sols et les nappes phréatiques. Ils vont à l'encontre des orientations du Grenelle de l'environnement et il est inadmissible que ces permis aient pu être délivrés sans concertation avec les élus et les populations des régions concernées.

Nous dénonçons la réforme du code minier qui permet l'exploration et l'exploitation de gaz et d'huile de schiste en simplifiant volontairement les procédures pour les compagnies pétrolières et gazières en quête de nouveaux gisements, et plus encore de profits.

Le groupe SRC demande l'interdiction de leur prospection et exploitation sur tout le territoire national. Nous ne pouvons nous contenter d'un moratoire et nous demandons l'abrogation de tous les permis de prospection qui ont été délivrés par votre prédécesseur qui invoque aujourd'hui étourderie et précipitation pour expliquer sa décision, et qui n'hésite pas à déposer lui-même une proposition de loi abrogeant un texte qu'il a lui-même signé. Étrange conception de la responsabilité politique !

Madame la ministre, pouvez-vous reconnaître devant la représentation nationale que ces autorisations étaient contraires à l'intérêt général et donc à l'intérêt des Français ? Pourquoi autant de complaisance à l'égard des sociétés pétrolières et gazières avides de profits ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement. Madame la députée, vous voudriez faire croire à un revirement récent du Gouvernement sur ce sujet.

M. Michel Lefait. C'est pourtant vrai !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre. Je vous invite à reprendre toutes les interventions que j'ai faites dans cet hémicycle depuis le mois de janvier. Elles ont été nombreuses puisque des questions sur le gaz de schiste, il y en a toutes les semaines. Vous y trouverez une position constante : oui, l'inquiétude est vive face aux projets d'exploration des gaz et huiles de schiste. Elle est relayée depuis le début par des élus de tous bords, comme en témoigne d'ailleurs le grand nombre de propositions de loi déposées.

M. Jean-Paul Bacquet et M. Marcel Rogemont. Par M. Borloo, par exemple !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre. Elle trouve sa source dans l'expérience américaine et l'écho qui en a été donné par le film *Gasland*.

Devant ces enjeux complexes et les risques environnementaux tels qu'on les voit dans ces images,...

M. Paul Giacobbi. Le Gouvernement veut faire son cinéma !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre. J'ai demandé il y a déjà plusieurs semaines, avec mon collègue Éric Besson, en charge de l'énergie, qu'une mission d'inspection soit réalisée. Dans l'attente du résultat de cette mission, toute opération de fracturation hydraulique a été suspendue, ainsi que l'a souhaité le Premier ministre.

Sur la base de cette mission qui doit rendre son rapport d'étape d'ici à quelques jours, le Gouvernement précisera sa position pour l'avenir et pour la discussion parlementaire. Et je suis heureuse de voir que les parlementaires sont en train de faire converger leurs différentes propositions, ce qui me semble conforme à la mobilisation de tous, sur tous ces bancs, depuis le début des échanges.

Et puisque cet épisode a montré le caractère quelque peu antique du code minier dont les procédures de consultation sont moins que minimales au stade des permis d'exploration, le Gouvernement a engagé la modification du code minier ce matin même, en conseil des ministres, à l'occasion d'un projet de loi ratifiant une ordonnance de codification. Alors que cette codification était initialement prévue à droit constant, le Gouvernement proposera d'introduire une procédure de consultation du public dès les permis d'exploration. Vous le voyez, nous aurons prochainement de belles occasions de débattre de ces enjeux au Parlement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Bernard Roman. Tout cela n'est pas très clair !

Gaz de schiste

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, en 2005, le Parlement a donné valeur constitutionnelle à la charte de l'environnement et plus particulièrement au principe de précaution. Au nom de ce principe, il est de notre responsabilité d'interdire l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures non conventionnels par fracturation hydraulique. Il est également de notre responsabilité d'abroger les permis délivrés.

C'est le sens de la proposition de loi que j'ai déposée avec de nombreux collègues du groupe UMP, proposition dont les motivations sont je crois partagées sur l'ensemble de ces bancs.

Vous avez demandé, monsieur le Premier ministre, que la procédure d'urgence soit utilisée, et je vous en remercie. Cela permettra au Parlement d'avoir une position tranchée avant l'été.

Si nous ne pouvons prendre le risque de réaliser des dommages irréversibles pour notre environnement, pour nos paysages, pour nos nappes phréatiques, nous ne pouvons pas non plus verser dans l'obscurantisme.

M. Henri Emmanuelli. Ah !

M. Christian Jacob. C'est pourquoi nous souhaitons que la mission que vous avez confiée au conseil général de l'environnement et au conseil général de l'industrie soit prolongée au-delà des trois mois prévus, afin que nous disposions d'une expertise à la fois transparente, accessible à l'ensemble de nos concitoyens et scientifiquement incontestable. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, il est légitime que notre pays conduise des recherches pour savoir s'il y a des gisements d'énergie qui peuvent être exploités. Il est tout aussi légitime que nos concitoyens soient inquiets s'agissant des autorisations données en matière d'exploration et d'exploitation de gisements de gaz de schiste *(Exclamations et rires sur de nombreux bancs)*, pardon, de gaz de schiste (« Ah ! » sur les mêmes bancs), compte tenu des méthodes actuellement employées ainsi que de l'expérience de nombreux autres pays, les États-Unis en particulier.

Les autorisations qui ont été données l'ont été dans des conditions qui ne sont pas satisfaisantes.

M. Jean Glavany. Heureusement que Borloo ne vous a pas remplacé !

M. François Fillon, Premier ministre. Il n'y a pas eu assez de concertation ni d'information. J'en prends, en tant que chef du Gouvernement, ma part de responsabilité.

Pour qu'il n'y ait aucun doute dans le débat entre les Français et le Gouvernement sur ce sujet, je considère qu'il faut tout remettre à plat et donc annuler les autorisations déjà données.

M. Bruno Le Roux. Par M. Borloo !

M. François Fillon, Premier ministre. Plusieurs propositions de loi ont été déposées en ce sens. C'est la meilleure façon d'aller vite et le Gouvernement les soutiendra.

En même temps, mesdames et messieurs les députés, je ne veux pas que nous fermions la porte à toute possibilité d'exploiter demain, avec d'autres techniques, ces gisements. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies et au conseil général de l'environnement et du développement durable de conduire une mission de recherche scientifique sur les possibilités d'exploiter demain ces gisements avec d'autres technologies. J'ai décidé de prolonger cette mission afin que la recherche scientifique soit conduite jusqu'à son terme.

Mesdames et messieurs les députés, il n'est pas question de sacrifier notre environnement, mais il n'est pas question non plus de fermer la porte à des progrès technologiques qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et*